

# La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

5 février 2016

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

## Le gouvernement pille les pensions au profit du patronat

Le gouvernement Michel a déjà prouvé de quel côté il était, celui des patrons : saut d'index, report de l'âge de la pension, tax shift sont autant de mesures qui servent à augmenter les profits des actionnaires en tirant les travailleurs toujours plus vers le bas.

Récemment, le ministre des Finances, Van Overtveldt (N-VA), et celui des Pensions, Bacquelaine (MR), ont annoncé les prochaines attaques.

Côté finances, l'intention est de faire passer l'impôt des sociétés de 34% à 20%, ce qui revient à faire un cadeau fiscal de 3,5 milliards d'euros au patronat. Le prétexte avancé est de « simplifier » le système pour les entreprises. Ce qui sous-entend hypocritement que pas mal d'entreprises disposent déjà de déductions, réductions et autres exemptions pour ne pas payer le taux-plein.

En réalité, Van Overtveldt vient de se faire taper sur les doigts par la Commission Européenne à cause d'un système appelé « Excess profit rulings » mis en place par la Belgique pour accorder des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises. Grâce à ce système, seuls 10% des bénéficiaires des filiales belges des multinationales étaient imposables. Ah ça ! Pour les patrons, la Belgique est un véritable paradis fiscal ! Mais puisqu'il ne va plus être possible de faire ce genre de cadeaux à certains privilégiés, le ministre propose tout simplement d'en faire profiter tous les patrons en baissant le taux d'imposition de façon générale. Inutile de dire que les syndicats patronaux ont immédiatement exprimé leur satisfaction. Quant à ceux qui lui demandent comment il va compenser le manque à gagner, le ministre a répondu clairement qu'il fallait faire plus d'économies dans la sécurité sociale.

Justement, côté pensions, Bacquelaine veut lui aussi faire des cadeaux aux uns sur le dos des autres en supprimant le plafond des pensions. Cela ne signifie pas que les pensions vont augmenter, loin de là, mais que celles des plus riches ne seront plus plafonnées à 1672€ comme actuellement. Ainsi, les cadres supérieurs qui bénéficient déjà de bons salaires et de généreux plans de pension complémentaire vont recevoir encore plus ! Ce cadeau aux privilégiés est d'autant plus choquant qu'au même moment, le gouvernement renie sa promesse de compenser la hausse de la TVA

par une augmentation des pensions les plus faibles. Il n'y aura qu'1% d'augmentation, et encore, uniquement pour les travailleurs qui ont eu la chance de travailler 45 ans. Donc, pour ceux ou celles qui n'ont pas une carrière complète ou qui ont travaillé à temps partiel, rien du tout !

Et Bacquelaine en rajoute encore puisqu'il propose de donner un poids plus faible aux années d'étude et aux périodes de chômage ou de maladie dans le calcul des pensions. Sous le prétexte hypocrite de « récompenser le travail », cela revient en fait à punir ceux qui n'ont pas eu la chance d'avoir un emploi toute leur vie, c'est-à-dire la majorité de la population. Tout est fait pour réduire le droit des couches populaires à un repos mérité tandis que le tapis rouge se déroule sous les pieds de ceux qui ne manquent de rien.

Cadeaux fiscaux aux entreprises d'un côté, attaques contre les couches populaires de l'autre, c'est la rengaine du gouvernement Michel. Van Overtveldt a même osé déclarer : « Après avoir baissé l'impôt sur les bas salaires et les charges sociales sur le premier emploi, il faut à présent faire quelque chose pour le capital ».

MR, N-VA, Open VLD et CD&V, chacun veut montrer qu'il est le meilleur et le plus zélé serviteur des intérêts patronaux, tout en prétendant justifier leurs actes au nom de la préservation de l'économie et de l'emploi. Quant aux partis d'opposition, ils se donnent le beau rôle mais ils n'ont pas agi différemment quand ils étaient au gouvernement. Cela traduit à quel point le patronat se sent fort et ne craint pas d'attaquer de front le monde du travail. Cette force, ils la tirent en partie de la crise, leur crise, et du chômage de masse qui paralyse le monde du travail. Mais ils profitent surtout de la démoralisation des travailleurs et des illusions qu'ont entretenues les partis « de gauche », leur faisant croire qu'il suffirait de voter pour un « bon » politicien. Les travailleurs forment la majorité de la société, ce sont eux qui la portent sur leurs épaules ; ils n'ont pas besoin de meilleurs maîtres mais de s'organiser eux-mêmes pour prendre collectivement leur avenir en mains.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

### **Marre de l'instabilité financière !**

À Delta, la direction vient de changer le roulement d'une cinquantaine de chauffeurs du A2 au 5/8 ou 5/7 après 6 mois sous prétexte qu'il n'y a plus de navettes 25 et que celles du 92 vont bientôt disparaître. De nouveaux chauffeurs embauchés en 2015, mais aussi des anciens avec plus de 20 ans de maison, vont perdre plus de 100 euros de salaire sans même pouvoir disposer de tous les weekends dans le cas du 5/8. Pour ne plus craindre financièrement les changements de roulement, il faut exiger une hausse de salaire générale de 300 euros minimum !

### **Démagogie sécuritaire patronale**

Depuis la fin de l'année passée, suite à l'alerte terroriste, la direction fait appel au Groupe 4 sécurité pour surveiller les dépôts la nuit. Non seulement les travailleurs de la sécurité STIB ont perdu du sursalaire pour prestation nocturne, mais les contrôles systématiques de badges et de véhicules entravent le travail sans vraiment augmenter la sécurité. Il n'y a même pas de vérification régulière des grilles, sans parler des sites qui sont ouverts à tout vent sans surveillance. Si les chefs veulent empêcher des intrusions, qu'ils viennent déjà chasser les pigeons des dépôts !

### **Exigeons l'application des normes de sécurité routière**

Les bus bricolés avec du matériel de récupération sont non seulement inconfortables mais surtout dangereux : les sièges non réglables, les infiltrations d'eau, les rétroviseurs rafistolés, les pédales sans caoutchouc, les feux et clignotants défaillants, les radios hors service, etc. À chaque inspection syndicale sérieuse, près de la moitié des bus sont arrêtés à la sortie du dépôt. Pour que cela ne reste pas des coups isolés, il faut exiger de nos délégués la disponibilité et le soutien nécessaires pour résister à la pression des chefs et refuser de rouler dans ces véhicules à risque.

### **Stop Big Brother !**

La direction installe de plus en plus de caméras partout sous prétexte d'augmenter la sécurité. Elle en a même installé une dans les sanitaires d'Arts-Loi. Si des images ont été utilisées pour poursuivre des agresseurs, les caméras n'ont par ailleurs pas d'effet dissuasif. Par contre, les images sont utilisées par la direction pour justifier des licenciements. Retrait immédiat de la caméra dans les sanitaires à Arts-loi et pas question de caméra sur les postes de travail !

### **Guerre aux malades**

La direction a déclaré clairement dans son plan d'entreprise 2014-2018 sa volonté d'économiser 6,5 millions d'euros en diminuant l'absentéisme par le « contrôle des absents ». En conseil d'entreprise, elle a le culot de prétendre que la fréquence des absences est utilisée comme indicateur du mal-être de l'agent, comme si son but était le bien-être au travail. Comble de l'hypocrisie, elle comptabilise les AT non reconnus et des congés pris pour raisons impérieuses. La réalité sur le terrain est que les travailleurs sont licenciés si leurs absences sont trop fréquentes au goût de la hiérarchie. Les chefs procèdent à des interrogatoires au téléphone et en entretien de fonctionnement pour connaître les raisons médicales des absences. La pression est telle que certains agents encore malades retournent au travail au risque de faire un accident. Pourtant, il n'y a pas de baisse notable de l'absentéisme constatée. C'est dire à quel point nous sommes réellement malades du boulot et que l'amélioration des conditions de travail est une question de santé publique !

### **Débrayage au dispatching**

Lundi 1<sup>er</sup> février, une dizaine de dispatcheurs bus ont arrêté le travail pendant quelques heures dans la matinée pour protester contre la surcharge de travail et les changements d'horaires. Le patron pousse la productivité et la flexibilité partout dans l'organisation du travail à la STIB. Nous avons objectivement intérêt à nous unir pour imposer une diminution générale du temps de travail sans perte de salaire et une embauche compensatoire.

### **Ce sont les entreprises qui fraudent**

En 2015, la moitié des entreprises qui ont été contrôlées étaient en infraction avec la législation sociale : les travailleurs étrangers n'étaient pas payés au salaire minimum ou encore ils prestaient trop d'heures supplémentaires. La droite a pour habitude de traiter les chômeurs de fraudeurs et de les rendre responsables de dépenses excessives de la sécu. Que des patrons, qui font partie de leur électorat, fraudent et la sécu et les travailleurs, la NV-A et le MR ne trouvent rien à y redire.

Réunion publique de La Lutte :  
**La situation des femmes**  
Le jeudi 18 février 2016 à 18h30  
au Kriekelaar  
86 rue Gallait – Schaerbeek